

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P.: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

5^{EME} RÉUNION DU GROUPE INTERNATIONAL
DE CONTACT SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ADDIS ABÉBA, ÉTHIOPIE
7 JUILLET 2014

ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAÏL CHERGUI,
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ

EW/rt

ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAÏL CHERGUI,
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ

**Monsieur le Premier ministre de la République centrafricaine,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Distingués invités et autres chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,**

Au nom de la Commission de l'Union africaine et de sa Présidente, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, je voudrais vous souhaiter la bienvenue au Siège de l'UA, à Addis-Abeba. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir répondu positivement à notre invitation, et apprécions à sa juste valeur l'engagement continu de vos organisations et de vos pays respectifs en faveur de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en République centrafricaine.

Cette réunion se tient au lendemain de la Concertation entre les chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui s'est déroulée à Malabo en marge du 23^{ème} Sommet ordinaire de l'Union africaine. Les conclusions adoptées à cette occasion ont fourni des orientations qui ont permis aux membres concernés de la communauté internationale à Bangui de préparer minutieusement les présentes assises.

Mesdames et Messieurs,

Il vous souviendra que, lors de notre précédente réunion, à Brazzaville, le 21 mars 2014, nous avons mis en relief la nécessité d'un engagement politique plus soutenu de la part des acteurs centrafricains pour consolider les acquis enregistrés sur le plan sécuritaire grâce à l'action conjuguée de la MISCA et de l'opération Sangaris. A cet égard, nous avons rappelé la responsabilité première qui leur incombe dans le règlement de la crise que connaît leur pays, soulignant, fort pertinemment, que le rôle de la communauté internationale est de les accompagner et non de se substituer à eux.

Près de quatre mois après, ces conclusions restent d'une égale actualité. La Concertation de Malabo s'en est fait l'écho: la réponse aux nombreux et complexes défis auxquels la RCA est confrontée est d'abord et avant tout entre les mains des acteurs centrafricains.

Notre réunion intervient dans un contexte marqué par une amélioration notable de la situation sécuritaire après le regain de violence constaté au mois de mai et dont l'attaque de l'Église Notre Dame Fatima fut le point d'orgue. Il convient toutefois de noter que les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Feuille de route de la transition n'ont pas été à la hauteur des attentes. En témoigne la lenteur observée dans la restauration de l'autorité de l'État, la réorganisation de la chaîne pénale, l'exécution du programme DDR et la réforme du secteur de la défense et de la sécurité.

EW/rt

La crise humanitaire reste aiguë, marquée qu'elle est par des déplacements internes massifs de populations civiles et des flux de réfugiés en direction des pays voisins. C'est ici pour moi l'occasion de rendre hommage à ces pays pour leur généreuse hospitalité. Je voudrais aussi réitérer l'appréciation de l'UA aux agences humanitaires, et exhorter la communauté internationale à renforcer son appui pour répondre aux besoins pressants des populations affectées par la crise.

La situation d'ensemble du pays n'a évidemment pas permis d'engager, avec la vigueur qu'il faut, l'entreprise de relèvement socio-économique, en dépit des concours financiers apportés par certains partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Mesdames et Messieurs,

Lors de nos discussions, le Premier ministre centrafricain, le Représentant spécial de l'Union africaine et d'autres intervenants auront l'occasion d'exposer dans le détail l'évolution de la situation au cours des mois écoulés. De toute évidence, celle-ci appelle un sursaut de la part des acteurs centrafricains et une mobilisation encore plus soutenue de la communauté internationale.

L'Union africaine est encouragée par l'engagement exprimé des autorités centrafricaines, notamment le chef de l'Etat de la transition, Mme Catherine Samba-Panza, de relancer le processus de réconciliation, tant celui-ci est crucial pour la stabilisation de la situation, l'aboutissement de la transition et la restauration du vouloir-vivre ensemble. Le Forum de réconciliation nationale qui doit se tenir à Brazzaville offre une opportunité unique que les acteurs centrafricains ont l'impérieux devoir de saisir. L'Union africaine les exhorte encore une fois à placer l'intérêt de leur pays et de ses populations meurtries au-dessus des considérations partisans et de la poursuite d'objectifs à court terme. Ils se doivent de mettre fin à toutes les pratiques qui minent la cohésion nationale et exacerbent l'insécurité.

Dans le même temps, notre réunion devrait renouveler avec force sa mise en garde à tous les auteurs de trouble et réitérer la détermination de la communauté internationale à tenir ces derniers comptables de leurs actes. Dans cette perspective, les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies dans le cadre de la résolution 2134 doivent être scrupuleusement mises en œuvre et étendues, si besoin est, à tous autres individus qui chercheraient à saper les efforts en cours.

Un des points inscrits à notre ordre du jour porte précisément sur le Forum de réconciliation de Brazzaville. Notre rencontre devrait marquer son plein appui à la Médiation de la CEEAC conduite par le Président Denis Sassou N'Gusso. L'UA jouera pleinement le rôle qui lui revient dans le cadre du dispositif convenu lors de la Concertation de Malabo, y compris en nommant très rapidement son représentant au sein de la Médiation internationale.

D'autres aspects du processus en cours vont retenir notre attention. Il convient, entre autres, de faire ici mention des élections devant, en février 2015, couronner la fin de la transition et marquer la restauration de l'ordre constitutionnel; de la réforme des Force

EW/rt

armées centrafricaines; et du soutien économique et financier au Gouvernement de transition. Sur ce dernier point, et tout en se réjouissant de l'assistance déjà apportée et des engagements pris, notre rencontre devrait souligner l'urgence d'une mobilisation internationale qui soit à la mesure des immenses besoins du pays.

Mesdames et Messieurs,

Notre réunion intervient neuf semaines jour pour jour avant le transfert d'autorité de la MISCA à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA). Ce transfert, que l'UA et la région ont favorablement accueilli, va clore le volet sécuritaire de l'action africaine en Centrafrique. Nous sommes convaincus que le déploiement de la MINUSCA ouvrira de nouvelles et encourageantes perspectives pour la RCA.

Ce n'est pas ici le lieu de tirer le bilan de la MISCA. Cet exercice, nécessaire, sera entrepris en temps voulu dans une optique délibérément critique pour nous permettre de tirer les leçons de l'action entreprise et, partant, d'améliorer l'efficacité de nos interventions futures. Mais je crois pouvoir humblement dire que la MISCA, avec le soutien de Sangaris et, plus récemment, de l'opération EUFOR-RCA, a obtenu des résultats remarquables. La Mission a non seulement permis d'éviter que la situation ne dégénère en massacres généralisés, mais elle a aussi contribué à la création des conditions minimales requises pour un engagement renforcé de la communauté internationale en faveur de la RCA, dont le déploiement de la MINUSCA, à partir du 15 septembre prochain, constituera un jalon essentiel.

Au nom de la Présidente de la Commission, je voudrais renouveler notre profonde appréciation à la direction et aux personnels de la MISCA pour l'abnégation avec laquelle ils s'acquittent de leur mandat. Nous nous inclinons devant la mémoire des soldats et policiers qui ont fait le sacrifice ultime au service de la paix en RCA. Nous sommes aussi reconnaissants aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police pour leur engagement et la solidarité panafricaine qui les anime. Je ne saurais évidemment passer sous silence le soutien crucial apporté par nos partenaires, notamment l'Union européenne et ses Etats membres, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, le Japon, le Luxembourg et la Norvège. Nos remerciements vont également à ceux des Etats membres de l'UA qui ont contribué des ressources financières ou logistiques pour le déploiement de la MISCA.

En rendant hommage aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police, j'ai une pensée particulière pour le contingent tchadien, victime d'une campagne insidieuse et mensongère qui n'a laissé d'autre choix aux autorités de ce pays que d'ordonner son retrait, en même temps qu'elle a créé un terreau favorable à toutes sortes d'exactions contre les ressortissants tchadiens et d'autres communautés. Je n'en reste pas moins convaincu que nous pouvons continuer de compter sur la contribution du Tchad à l'entreprise de stabilisation de la Centrafrique, notamment à travers les efforts du Président Idriss Deby Itno, Président en exercice de la CEEAC.

Avec la transformation de la MISCA en une opération onusienne, un nouveau chapitre va s'ouvrir dans l'action de l'UA. Il s'agira, en étroite collaboration avec la CEEAC et dans un

EW/rt

esprit de partenariat avec les Nations unies, d'accompagner le processus en cours, notamment dans ses aspects relatifs à la réconciliation, aux élections, à la réforme du secteur de la défense et de la sécurité, ainsi qu'à la reconstruction et au développement post-conflit. L'engagement continu de la région et de l'Afrique, faut-il le souligner, est une condition sine qua non de la stabilisation de la RCA et de la durabilité des acquis obtenus. Je me réjouis de ce que le Conseil de sécurité des Nations unies, dans sa résolution 2149, ait fait sien ce constat.

En conclusion, je forme l'espoir que la présente réunion marque une étape qualitativement meilleure dans les efforts que déploie la communauté internationale pour aider la RCA à ouvrir une nouvelle page dans son histoire. Il reste que notre action, aussi forte qu'elle puisse être, ne saurait se substituer aux efforts des acteurs centrafricains. Ces derniers ont en eux le pouvoir d'être le levier du renouveau de leur pays. A eux de jouer leur partition avec l'urgence et le dévouement qu'imposent les douloureuses circonstances actuelles.

Je vous remercie de votre aimable attention.